

COMPTE RENDU

Assemblée Générale GES-SPPI
Assemblée Plénière SPPPI PACA
31 MAI 2018



Compte-Rendu

Assemblée Générale GES-SPPI & Assemblée Plénière SPPI PACA

31/05/18, Aix-en-Provence

Présents :

	Prénom	Nom	Organisme	Mail
Collège des Associations	François	Lalande	ADPLGF	
	Daniel	Moutet	ADPLGF	
	Danièle	Guieu	AESE	
	Richard	Deboom	ARPIL	
	Elisabeth	Pelliccio	Confédération générale des CIQ	
	René	Tassy	ECO-RELAIS	
	François	Dor	ENERPOL 84	
	Marc	Guérin	FARE SUD	
	Grégoire	Atichian	FNE PACA	
	Alain	Aubaud	FNE 84	
	Jean-Pierre	Saussac	La Nesque Propre	
	René	Marion	Mutualité Française - Etang Nouveau	
	Françoise	Colard	UFC AIX	
	Jacques	Guiraud	UFC Que Choisir	
Collège de l'État et des étabs publics	Sébastien	Lesterle	ARS Paca	
	Stéphane	Calpena	DREAL Paca	
	Roger	Revalor	INERIS	
	Jean-Pierre	Germain	SDIS 13	
	Corinne	Goloubieff	DASHCT	
Collège des collectivités	Marie-Claude	Dho Fiandino	Aix Marseille Métropole CT5 Istres Ouest Pce	
	Anthony	Desgres	Commune de Fos-sur-Mer	
	Yvan	Vesperini	Commune de Rognac	
	Benoit	Hannart	Commune de Roquevaire	
	Marie-Claude	Dho Fiandino	Aix Marseille Métropole CT5 Istres Ouest Pce	
Collège des Industriels	Bernard	Brun	Arcelomittal	
	Pierre	Roumieux	BG Ingénieurs Conseils	
	Olivia	Llongario	BURGEAP	
	Amar	Dib	Elengy	
	Sophie	Roggemans	Esso Raffinage	
	Georges	Fauque	Total	
	Nobert	Lopez	Petroineos	
	Marc	Bayard	UIC Méditerranée	

			URIP	
Collège des Salariés	Stéphane	Amielh	CGT	
	Jean-Philippe	Murru	CGT	
	Xavier	Trolliet	CGT	
	Cyril	Jouan	CFDT	
	Caroline	Mazzoni	CFDT	
	Jacques	Armani	FO UDFO	
	Pierre	Leclercq	Intervenant Master	

Rédaction : Guillaume Maironne, Shirley Vormbrock & Gwénaëlle Hourdin, SPPPI PACA

Validation : Participants avant le 25 juin.

Présentations : Sur le site internet du SPPPI PACA.

Ordre du jour :

Assemblée Générale de l'association GES-SPPPI

- Rapport moral
- Rapport financier
- Questions diverses

Cf PV.

Assemblée Plénière du SPPPI PACA

- Rapport d'activité et point financier
- Feuille de route
- Projets 2018 & 2019
- Projet Engagement Etang de B'air

Glossaire

BdR : Bouches-du-Rhône

BTP : Bâtiment et travaux publics

CA : Conseil d'Administration

CAC : Commissaire Aux Comptes

COV : Composés Organiques Volatils

ORS : Observatoire Régional de la Santé

RGPD : Réglementation Général sur la Protection des Données

RSDE : Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau

SIRSé : Système d'Information Régional en Santé

Assemblée Plénière SPPPI PACA

Rapport d'activité et point financier

- Feuille de route
- Projets 2018 & 2019
- Projet Engagement Etang de B'air

Cf : présentation

<http://www.spppi-paca.org/a/399/assembla-e-s-ga-na-rale-ges-spppi-et-pla-nia-re-spppi-paca-2018/>

J'ai une question de compréhension sur la feuille de route. Tu as dit que c'était pondéré, mais visuellement on dirait que le rouge occupe plus de surface que le bleu clair. (Marc Bayard, UIC Méditerranée URIP)

Réponse Gwénaëlle Hourdin, SPPPI Paca

L'État, sur les 20 sujets proposés, n'a retenu que 6 items. Ils ont dit non à tous les autres sujets et cela peut s'expliquer par la logique de fonctionnement des services de l'État, orientée sur l'actualité.

Complément Stéphane Calpena, DREAL PACA

C'est la cohérence de l'État français !

Intervention Bernard Brun, Arcelor Mittal

Beaucoup d'associations veulent surtout savoir les effets sur la santé de la pollution, mais pourtant nous revenons toujours sur la problématique des émissions alors qu'il y a des arrêtés européens depuis 1998. Je suis surpris par la position de l'État.

Réponse Stéphane Calpena, DREAL

La police de l'eau et les salariés se posent beaucoup de questions sur la problématique des rejets de l'eau. Vous avez de gros soucis pour la pollution de l'air parce que les médias se sont penchés sur vous donc vous mettez le paquet sur l'air. Vous êtes dirigés par la pression médiatique.

Réponse Bernard Brun, Arcelor Mittal

Vous ne pouvez pas dire cela, car nous avons des thématiques RSDE, un post-RSDE. Il faut quand même écouter un peu plus les autres collègues. L'inquiétude est sur les effets sur la santé. Je suis surpris que l'on ne mette pas sur le même pied d'égalité la problématique des effets sur la santé et les rejets industriels de l'eau.

Intervention Jacques Guiraud, UFC que-choisir

Je peux vous donner quelques raisons pour montrer que la problématique « eau » est importante. Tout d'abord, il y a une baisse du financement de l'État de 22% sur un programme déjà établi de 6 ans. Ces 22% sont redistribués à l'agence de la biodiversité pour les parcs nationaux et pour la chasse. La conséquence est que tout ce qui est préventif passe au second plan.

Intervention Elisabeth Pelliccio, Confédération générale des CIQ

Il faut remettre l'humain au centre des choses, car les habitants et les salariés sont au centre des nuisances.

Intervention Cyril Jouan, CFDT Bouches-du-Rhône

Beaucoup de choses sont faites dans le cadre de la santé au travail, mais un salarié habite très souvent à côté de son lieu de travail et donc subit une double peine, en tant que salarié et en tant que citoyen. Dans le fond, il y a deux questions majeures auxquelles il faut répondre, la question de l'air et la question de l'eau.

Réponse Gwénaëlle Hourdin, SPPPI PACA

L'air est une problématique prioritaire avec des problématiques comme « l'air et l'industrie », « l'air et la pollution » ou encore « l'air et la santé sur la population ».

Intervention Jean-Pierre Saussac, La Nesque Propre

Dans le Vaucluse, la problématique des déchets est très importante pourtant on s'aperçoit qu'il y a une inertie de l'État depuis 3 ans. Je pense que l'État porte la responsabilité de nombreuses situations par son absence.

Réponse Stéphane Calpena, DREAL

La région PACA est devenue la référence en ce qui concerne les inspections de décharge. Nous dire que nous ne faisons rien, c'est difficile à entendre. Nous avons deux équivalents temps-plein qui travaillent exclusivement à la problématique des déchets. Sur les aspects BTP, c'est catastrophique, mais c'est très compliqué de remonter la filière. Vous ne verrez pas les effets tout de suite.

Intervention Sébastien Lesterle, ARS

Je tiens à souligner que les principaux compartiments de l'environnement sont présents. On observe dans cette feuille de route : l'eau, l'air, les déchets, la santé de la population. Je ne pense pas qu'il fa s'attarder sur le détail de chacune des lignes.

Intervention Marie-Claude Dho Fiandino, Aix Marseille Métropole Istres Ouest Pce

Je suis surprise que la problématique « air » n'arrive pas en première position alors que c'est une problématique que nous travaillons depuis de nombreuses années. Il faut accepter que la résolution de ces problèmes prenne du temps.

Intervention Alain Aubaud, FNE 84

Je suis persuadé qu'il y a un manque de volonté politique sur la problématique des déchets dans le Vaucluse.

Intervention René Tassy, Eco-Relais

Lorsque la DREAL met des PV sur la problématique « déchet », la question que je me pose est « où va l'argent ? » ; et la deuxième question est « est-ce qu'une personne a plus intérêt, financièrement, à polluer ou à ne pas polluer ? ».

Réponse Stéphane Calpena, DREAL

Nous n'avons jamais dit qu'il n'y aurait pas de groupe de travail sur les déchets, c'est un vrai sujet. Les sanctions peuvent aller d'un simple PV jusqu'à un arrêt de l'entreprise, mais il faut organiser une vraie réunion pour parler de ce sujet. C'est au Conseil Régional de gérer ce problème, l'État est juste là pour mettre des PV, mais nous sommes mobilisés sur ce sujet.

Intervention Marc Bayard, UIC Méditerranée URIP

Je voudrais revenir sur la notion de « pression médiatique » vis-à-vis des industries et je tiens à rappeler que l'État y est servi aussi. Le SPPPI a pour rôle de faire de la concertation entre les 5 collèges pour que chacun vienne avec son ressenti et ses préoccupations. Depuis 1 an et demi, beaucoup d'études ont été publiées sur l'impact de la pollution sur la santé de la population et je regrette que le SPPPI n'ait été que spectateur.

Réponse Daniel Moutet, ADPLGF

Je n'arrive pas à comprendre ton intervention sur la participation du SPPPI dans les études.

Complément Marc Bayard, UIC Méditerranée URIP

Le rôle du SPPPI est de mettre en place des concertations sur les questions de l'impact de l'industrie sur le territoire. À partir du moment où il y a une étude qui parle de l'impact de l'industrie sur le territoire, le SPPPI peut être impliqué.

Réponse Daniel Moutet, ADPLGF

Je ne vois pas comment le SPPPI peut intervenir en amont sur ces études alors que ce sont des études indépendantes sur ce territoire.

Complément Marc Bayard, UIC Méditerranée URIP

Il ne s'agit pas de faire intervenir le SPPPI dans le cursus de l'étude, mais dans la façon de communiquer l'étude au territoire.

Réponse Daniel Moutet, ADPLGF

Les études produites par des institutions sont intégrées par le SPPPI directement alors que les études produites par des associations doivent passer par un comité pour dire si l'étude peut rentrer sur Enviro'Fos.

Réponse Gwénaëlle Hourdin, SPPPI PACA

Enviro'Fos est une plateforme de centralisation de la connaissance sur le territoire de Fos où nous mettons tout sur cette plateforme. Cependant, il a été décidé dès le départ que serait mis en place un comité de sélection pour écarter les études indéniablement mensongères ou discuter de l'élargissement (ou pas) à de nouvelles thématiques, comme cette année pour le bruit.

Complément Daniel Moutet, ADPLGF

L'État se décharge de ces responsabilités alors que notre région souffre. Le département du Var ou du Vaucluse souffre moins, car il y a moins d'industrie qu'ici.

Complément Gwénaëlle Hourdin, SPPPI PACA

Pour finaliser ce processus collégial d'élaboration de la feuille de route 2019-2024 du SPPPI, un conseil d'orientation du SPPPI est prévu en octobre 2018. Il statuera sur les priorités et les modalités d'intervention.

Projet Ambition B'Air

Cf : présentation

<http://www.spppi-paca.org/a/399/assembla-e-s-ga-na-rale-ges-spppi-et-pla-nia-re-spppi-paca-2018/>

Intervention Gwénaëlle Hourdin, SPPPI PACA

Ce projet porte en priorité sur la qualité de l'air, et dans un deuxième temps sur la problématique des aliments, du sol. Le périmètre géographique en est l'arrondissement d'Istres. La première phase consiste à une agrégation des actions en cours de chacun des collèges sur la thématique « santé-environnement », un bilan des attentes issues des différentes études et pour chaque attente, préoccupations, l'idée est d'avoir une information consolidée et de savoir les actions en cours ou déjà menées. Il y a une volonté forte de la part des associations d'avoir des actions rapides et de ne pas perdre de temps avec un temps de concertation. Par ce projet, nous élargissons la dimension du SPPPI afin d'être plus tourné vers le grand public.

Intervention Richard Deboom, APRIL

Les associations sont d'accord pour participer à ce projet, mais nous ne sommes pas d'accord pour cautionner les mensonges de l'État. Il faut que les actions définies soient accomplies, mais j'ai un doute. Si les actions ne sont pas concrétisées, le projet ne sert à rien.

Intervention René Marion, Mutualité Française – Etang Nouveau

Je souhaiterais que l'ARS mette en place une cartographie des pathologies.

Réponse Sébastien Lesterle, ARS

Des cartographies sont déjà disponibles sur le site de l'ORS, SIRSé PACA à l'échelle de la ville. Je tiens à dire que beaucoup de choses ont été faites et il reste encore beaucoup de choses à faire, mais je trouve très intéressante cette démarche. Il est, cependant, difficile de répondre à certaines attentes pour des raisons de méthodologie.

Intervention René Marion, Mutualité Française – Etang Nouveau

Il ne faudrait pas que ce projet soit utilisé pour noyer le poisson dans l'eau comme nous dire que les causes des pathologies sont l'alcoolisme et le tabagisme.

Complément Sébastien Lesterle, ARS

Cela fait partie de la complexité de ces pathologies, car elles sont multifactorielles. Il n'y a aucune volonté de noyer le poisson.

Intervention René Marion, Mutualité Française – Etang Nouveau

Je tiens à rappeler qu'il n'y a pas de registre des cancers sur notre territoire. De plus, les associations sont dans le SPPPI pour faire remonter les attentes de la population.

Quel est l'objectif global de ce projet ? (Norbert Lopez, Petroineos)

Réponse Gwénaëlle Hourdin, SPPPI PACA

L'objectif est de donner des éléments de connaissance pour chaque attente ou préoccupation du citoyen sur la pollution de l'Air et de mettre en lumière toutes les actions qui ont été, sont ou seront menées par rapport à cette attente.

Intervention Elisabeth Pelliccio, Confédération générale des CIQ

Il faut que ce projet se fasse tous ensemble et que personne ne se cache derrière ses lunettes.

Intervention Stéphane Calpena, DREAL

Il y a énormément de choses qui ont été faites pour faire baisser la pollution. Les industriels vont devoir faire encore des efforts pour baisser les émissions de COV et je suis impressionné par les efforts mis en place par les industriels. Cependant, il y a aussi des efforts à faire de la part des particuliers, nous sommes un peu responsables. Par exemple, le chauffage émet beaucoup de pollution et chacun peut faire un effort en baissant de 1 degré, mais je ne suis pas sûr que l'ensemble de la population soit prêt à faire cet effort. Il faut faire attention en disant que « l'État nous doit tout », mais l'État c'est vous, l'État c'est nous.

Réponse Daniel Moutet, ADPLGF

Pour une fois je vais dans le sens des industriels, ils ont fait un énorme effort sur la réduction des émissions des COV. Alors pourquoi l'Etat se penche sur les COV alors que c'est sur les poussières ultrafines qu'il faut vraiment accèsser le problème, uniquement sur les poussières ultrafines.

Retour Marc Bayard, UIC Méditerranée URIP

Les industriels agissent sur l'ensemble des polluants pour faire baisser leurs émissions. Et si la réglementation évolue, c'est parce que les industriels mettent en place de nouvelles technologies qui permettent de polluer moins. Il faut s'améliorer sur tous les sujets.

Réponse Daniel Moutet, ADPLGF

Sur la réduction des COV, vous êtes très fort, car c'est très facile à capter, très facile à arrêter, tout le monde y va. Mais quand il s'agit des particules ultrafines qui sont invisibles, qui sont très dures à capter et à analyser, il n'y a plus personne.

Retour Marc Bayard, UIC Méditerranée URIP

Vous faites un procès d'intention, car réduire les COV est très compliqué.

Intervention Marc Bayard, UIC Méditerranée URIP

Les industriels de la zone de Fos-sur-Mer font des progrès continus pour la réduction de la pollution même si la situation n'est pas encore satisfaisante. Il y a beaucoup d'informations qui circulent à tort et à travers, certaines sont justes, certaines sont complètement fausses. Il y a un vrai problème de communication, un véritable marasme. Les industriels souhaitent augmenter le niveau de connaissance de l'ensemble de la population et ils sont prêts à prendre leur part de responsabilité comme ils l'ont toujours fait. Le SPPPI est sûrement le mieux placé pour mettre un peu d'ordre dans la communication ou du moins pour y contribuer. Ce projet ne se fera qu'avec le consensus des 5 collèges, sinon on fera autre chose.

Intervention Stéphane Calpena, DREAL

L'État est responsable pénalement, financièrement, moralement comme tous les citoyens. Vous avez les cheminées qui émettent des particules fines, vous êtes aussi responsables.

Réponse Daniel Moutet, ADPLGF

Il y a 20 ans, il y avait des milliers de cheminées, mais maintenant il y a beaucoup moins de cheminées.

La séance est levée vers 12h45.